



**DECISION N°001/2023/ARMP/CR/CRDS DU 25 JANVIER 2023**

**DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES SANCTIONS  
STATUANT EN FORMATION LITIGES SUR LE RECOURS DE L'ENTREPRISE  
ETS WASSOLON PRESTATION CONTRE LE PROJET SWEDD DU MINISTERE  
DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE SUITE A L'APPEL  
D'OFFRES AON°05/AON/F/SWEDD GUINEE POUR L'ACQUISITION DE 5 809  
TABLES BANCS POUR 160 ETABLISSEMENTS DU MILIEU RURAL.**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES SANCTIONS  
STATUANT EN FORMATION LITIGES,**

**Vu** la Charte de la Transition ;

**Vu** la loi L/2012/020/CNT du 11 octobre 2012, fixant les règles régissant la Passation, le Contrôle et la Régulation des Marchés Publics et Délégations de Service Public ;

**Vu** la loi L/2018/028/AN du 05 juillet 2018, portant modification de la loi L/2012/020/CNT du 11 octobre 2012, fixant les règles régissant la Passation, le Contrôle et la Régulation des Marchés Publics et Délégations de Service Public ;

**Vu** le Décret D/2022/0227/PRG/CNRD/SGG du 10 mai 2022 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;

**Vu** le Décret D/2022/0077/PRG/CNRD/SGG du 02 février 2022, portant nomination du Directeur Général de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;

**Vu** le décret D/333/PRG/SGG du 17 décembre 2019, portant Code des Marchés Publics;

**Vu** le décret D/2020/154/PRG/SGG du 10 juillet 2020, portant Attributions, Organisation et Fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics ;

**Vu** le recours exercé par l'entreprise ETS Wassolon Prestation contre le projet SWEDD en date du 06 janvier 2023 ;

**Vu** les pièces du dossier.

I.S.S



Après avoir entendu Monsieur DIAKITE Bakari, rapporteur, en présence de :

- 1- M. Sidi Mouctar DICKO, président du Conseil de Régulation;
- 2- M. Lanciné KEITA, Vice-Président;
- 3- M. Moussa Iboun CONTE, membre du CRDS;
- 4- M. Lansana SIDIBE SANGARE, membre du CRDS;
- 5- M. Moussa SANGARE, membre du CRDS;
- 6- Mtre Basekou SHEK CONDE, membre du CRDS ;
- 7- M. Holomo Koni KOUROUMA, membre du CRDS.
- 8- M. Ibrahima Sory SACKO, membre du CRDS.

**Les parties :**

**Pour l'entreprise Wassolon Prestation**

- **M. DOUMBOUYA Mamady, Président Directeur Général de ETS Wassolon Prestation ;**

**Pour le projet SWEDD**

- **M. CAMARA Alpha Issiaga, SPM/projet SWEDD**

Après en avoir examiné conformément à la Loi et aux principes généraux de la régulation,

Adopte la présente délibération fondée sur la régularité de la saisine, des faits et moyens juridiques exposés par les différentes parties ;

Par référence au courrier de l'entreprise ETS Wassolon Prestation en date du 03 janvier 2023, la Direction Générale de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics, a été saisie par le Président du Conseil de Régulation en date du 06 janvier 2023.

Dans le courrier, ladite entreprise en sa qualité de soumissionnaire, formule un recours contre le projet SWEDD du Ministère du Plan et de la Coopération Internationale en sa qualité de Maître d'Ouvrage dans l'appel d'offres AON°05/AON/F/SWEDD GUINEE pour acquisition de 5 809 tables bancs pour 160 établissements du milieu Rural.

I. S. 2

MS  
R

Wassolon  
Camara Alpha Issiaga



## **I- SUR LES FAITS ET PROCEDURES**

Suite à un recours en date du 06 janvier 2023 l'entreprise Wassolon Prestation a introduit un recours auprès de l'ARMP aux fins de contester les résultats de l'évaluation des offres.

La Banque Mondiale a financé l'acquisition de 5 809 tables bancs pour 160 établissements du milieu Rural à travers le projet SWEDD.

A l'ouverture des plis, la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics (DGCMP) a donné son ANO sur le rapport d'évaluation des offres

L'entreprise Wassolon Prestation, une des entreprises soumissionnaire a contesté les résultats de l'évaluation.

La Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics (DGCMP) a amené les parties à une conciliation devant elle.

La conciliation n'a pas abouti, l'entreprise lésée a introduit un recours auprès de l'ARMP pour se voir rétablie dans ses droits sous prétexte que le motif évoqué pour le rejet de son offre n'est pas fondé.

## **II- LES MOYENS A L'APPUI DU RECOURS**

A l'appui de son recours, le PDG de l'entreprise Wassolon a donné sa version des faits comme suit :

« C'est suite à un appel d'offres National relatif à l'acquisition de 5809 tables bancs pour 160 établissements du milieu rural du projet SWEDD que l'entreprise ETS Wassolon Prestation a soumissionné.

Cet appel d'offres à la différence des autres appels d'offres, l'entreprise n'a reçu que la version papier du DAO, il n'y avait pas de version électronique. Malgré leur insistance, il n'y a pas eu de suite. L'entreprise a également rencontré beaucoup de difficultés pour avoir accès à des informations, il n'y avait pas de répondant.

A l'ouverture des plis, notre entreprise était moins disante de 50 millions par rapport au lot de Kankan. Elle a reçu un appel du projet SWEDD pour récupérer un courrier.

A la réception du courrier, nous avons constaté qu'il s'agit de l'attribution provisoire du marché, ainsi, elle conteste les résultats de l'évaluation et fait une réclamation auprès du projet.

Le projet a fait un premier courrier dans lequel il atteste que ETS Wassolon Prestation n'a donné aucune spécification technique. A notre avis, notre proposition est meilleure à celle des autres soumissionnaires et nous avons donné toutes les spécifications techniques.

I. SS

146

R

flou

Donner



Le deuxième courrier adressé par le projet n'a pas de cachet. Il a été signé que par M.Issiaga TOURE, président de la commission d'évaluation et M. Alpha Issiaga CAMARA. Aucune signature du coordinateur. Dans ce courrier, M.Alpha Issiaga CAMARA atteste éliminer l'entreprise ETS Wassolon Prestation des trois lots Kankan, Faranah, Labé pour motif que l'entreprise a fourni un taux d'humidité de 12%. Pour nous, ce taux est meilleur à celle de 15% du DAO. Pour justifier, dans le cadre d'un autre projet avec UNICEF, nous venons de livrer 3212 tables bancs, 300 petits sièges et 60 tables rondes.

Suite à notre réclamation, une conciliation a été initiée par la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics, conciliation au cours de laquelle ETS WP avait été remis dans ses droits ».

### **III- LES MOTIFS DONNES PAR LE PROJET SWEDD**

Par la voie du SPM du projet, le projet a relaté à la commission ce qui suit :

« Le projet SWEDD est financé par la Banque Mondiale, le marché en question est passé par une procédure d'Appel d'Offre National et a été inscrit dans le plan de passation. Suite aux spécifications techniques données par le MEPUA, le projet a établi le DAO qui a été soumis à la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics (DGCMP) pour ANO.

La DGCMP a donné son ANO sur le DAO suite à cela la publication a été faite le 15 Août 2022 et l'ouverture des plis le 11 Novembre 2022.

Après l'ouverture des plis, la commission d'évaluation des plis s'est réunie et a procédé aux travaux d'évaluation des offres, à l'issue desquels travaux un rapport d'évaluation des offres a été transmis à la DGCMP pour ANO.

Le 21 novembre, la DGCMP a donné son ANO sur le rapport d'évaluation.

C'est ainsi que la Notification d'Intention d'attribution de marché (NIAM) a été transmise à tous les soumissionnaires dudit appel d'offres le 22 Novembre 2022.

Le projet a enregistré une réclamation de la part de ETS Wassolon Prestation. Réclamation qui a été traitée et notifiée à ETS Wassolon Prestation.

A date la procédure est suspendue suite au recours.

L'offre n'a pas été retenu pour la non-conformité du taux d'humidité. ETS Wassolon a proposé 12% de taux d'humidité, alors que le DAO a prévu un taux d'humidité de 15%.

### **IV- LES MOTIFS DONNES PAR LA Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics (DGCMP)**

La Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics ne s'est pas faite représentée.

I.S.S

MS

B. J. J.

meine feits

sm



## **V- EXAMEN DU LITIGE**

### **- SUR LA RECEVABILITE**

**Vu** l'article 23 de la loi L/2012/020/CNT du 11 Octobre 2012, fixant les règles régissant la passation, le contrôle et la régulation des marchés publics et délégations de service public dispose que : « Toute personne ayant connaissance d'un manquement ou d'un risque de manquement à la réglementation des marchés publics ou des délégations de service public doit en informer l'autorité contractante, son supérieur hiérarchique, l'ARMP, les structures de passation et de contrôle et toute autre autorité disposant d'un pouvoir d'enquête et de sanction sur de tels agissements. »

**Vu** le code des marchés publics en ses articles 148 et 149 relatifs à l'objet ainsi qu'au délai d'introduction des recours ;

**Considérant que** l'entreprise ETS Wassolon Prestation est soumissionnaire à l'appel d'offres en cause ;

**Considérant qu'elle** a respecté toutes les règles et les étapes relatives au délai et à l'objet des recours auprès de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics.

**Il convient donc de déclarer le présent recours recevable.**

### **VI- QUALIFICATION DES FAITS :**

Il résulte des faits et des moyens qui sous-tendent que dans le cas d'espèce, il s'agit d'un recours en contestation des résultats de l'évaluation des offres.

### **- SUR LE FOND**

Le Comité de Règlement des Différents et des Sanctions (CRDS), sur la base des documents et informations reçus des différentes parties constate que :

- La Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics (DGCMP) a donné son ANO sur le projet de DAO ;
- L'entreprise Wassolon ou un autre candidat n'a pas prouvé qu'elle a soulevé une ambiguïté dans le DAO ;
- L'entreprise déclare son offre moins disant sur la base du montant proposé ;
- Elle estime que son offre est également conforme aux spécifications techniques définies dans le DAO ;
- L'entreprise a fourni un taux d'humidité de 12%. Pour nous, ce taux est meilleur à celle de 15% du DAO ;
- L'entreprise justifie la conformité de son offre par le fait d'avoir un contrat des mains de l'UNICEF ;

*[Handwritten signatures and initials]*

5



- Le projet a rejeté l'offre de l'entreprise pour faute de non-conformité notamment le taux d'humidité ;
- La DGCMP a refusé de mettre à disposition de l'ARMP, un cadre dans le traitement du recours sans aucun motif ;
- Le DAO à sa page 81 section VII.3 précise que le degré d'humidité du bois est de 15%.

## VII- CONCLUSION

**Considérant que :** l'entreprise en proposant un taux d'humidité du bois de 12% n'a pas respecté le contenu du DAO ;

**Considérant que:** le rejet de l'offre de l'entreprise Wassolon par la commission d'évaluation des offres pour ce motif est fondé ;

**Considérant que:** la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics, en organisant une conciliation entre les parties par ses soins et refusant de se faire représenter auprès de l'ARMP dans le cadre du règlement du contentieux d'évaluation se rend coupable du non-respect du principe de la séparation des fonctions de passation, de contrôle et de régulation des marchés publics.

**Par ces motifs, le Comité de Règlement des Différends et des Sanctions (CRDS) décide :**

- **Prononce la levée de la mesure conservatoire de l'ARMP relative à la suspension de l'attribution provisoire du marché ;**
- **Déclare le recours de l'entreprise ETS Wassolon Prestation mal fondé ;**
- **Déboute l'entreprise ETS Wassolon de ses prétentions ;**
- **Rappelle à la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics (DGCMP) au respect scrupuleux du principe de la séparation des fonctions de passation, de contrôle et de régulation des marchés publics ;**
- **Ordonne, par conséquent, la continuation de la procédure de passation par le projet SWEDD.**

Et dit que :

- Les décisions du Comité de Règlement des Différends et des Sanctions de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sont exécutoires et ont forces contraignantes sur les parties ;
- Les décisions du Comité de Règlement des Différends et des Sanctions sont définitives, sauf en cas de recours devant une juridiction administrative ou judiciaire, ce recours n'a pas d'effet suspensif ;

I.S.S.

AS

B

gug

gug

gug

gug

gug

sm



- Le Directeur Général de l'ARMP est chargé de notifier aux parties avec ampliation :
  - à toutes fins utiles au Ministre en charge des Finances, et à l'organe national chargé du Contrôle,
  - pour information à Monsieur le Président de la République, au Premier Ministre, et aux bailleurs ;
- La présente décision, qui sera publiée sur le portail des marchés publics et insérée dans le bulletin officiel des marchés publics à la prochaine parution.

**ET ONT SIGNE LES MEMBRES DU CRDS CONFORMEMENT A L'ARTICLE 20 DU DECRET D/2020/154/PRG/SGG PORTANT ATTRIBUTIONS, ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS**

**M. Lanciné KEITA**

**M. Lansana SIDIBE SANGARE**

**Mtre Basekou SHEK CONDE**

**M. Ibrahima Sory SACKO**

**M. Moussa Iboun CONTE**

**M. Moussa SANGARE**

**M. Holomo Koni KOUROUMA**

**LE PRESIDENT**

**M. Sidi Mouctar DICKO**

